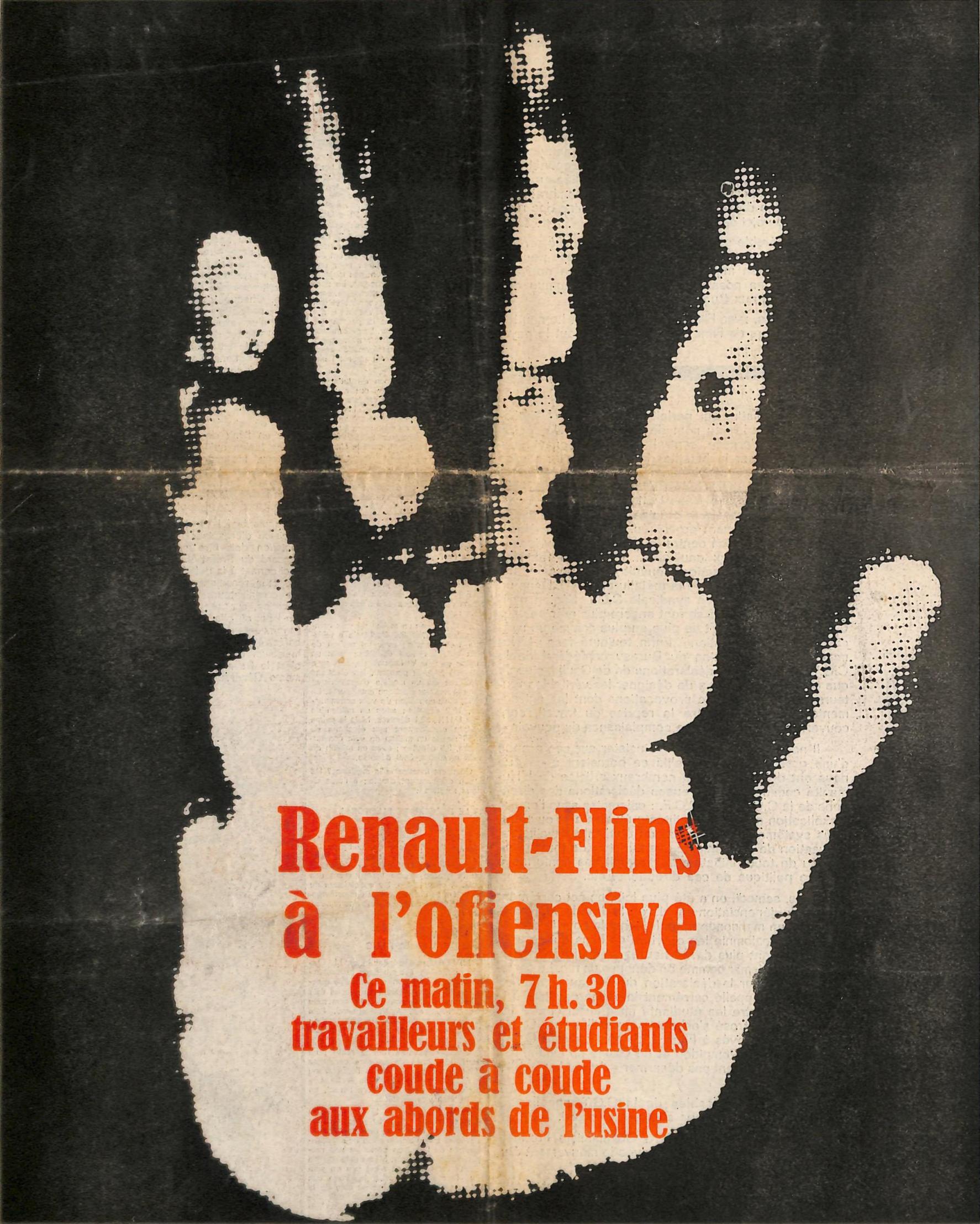


ACTION

№ 6 • LUNDI 10 JUIN • PRIX MINIMUM : 0,50 F • Ce journal a été réalisé au Service des Comités d'Action, avec le soutien de l'UNEF, du SNESup et des Comités d'Action Lycéens.



Renault-Flins à l'offensive

Ce matin, 7 h. 30
travailleurs et étudiants
coude à coude
aux abords de l'usine.

POURQUOI FLINS ?

De Gaulle se croit supérieur parce qu'il a toujours joué et battu une gauche qui ne sait être que parlementaire. L'ayant convaincue de retourner au lit familial d'où la grève la faisait déborder, il veut, maintenant qu'elle est à demi désarmée, se donner un succès facile. Il veut faire un exemple qui fasse apparaître son gouvernement comme celui de l'ordre.

Flins, tout y paraît propice. Les travailleurs d'origine paysanne y sont moins organisés qu'à Billancourt ; l'usine assez récente est au milieu des champs, à 40 km de Paris. Flins serait ainsi le talon d'Achille de la métallurgie, d'un secteur qui fait figure de noyau de résistance.

L'intoxication aidant, l'ordre semble régner en France puisque transports et communications sont rétablis. Des petites entreprises toujours en grève, on n'en a jamais parlé. Le gros morceau c'est donc la métallurgie et, dans la métallurgie, l'industrie automobile nationalisée, symbole trop traditionnel de la classe ouvrière et de ses luttes.

Les métallos ne sont pas des ouvriers aristocrates qui revendiqueraient abusivement plus que les autres. Ces enrégés d'un nouveau genre réclament leur dû, ce dû dont dépend aujourd'hui, pour une bonne part, l'avenir du mouvement. Pas de salaire inférieur à 1 000 francs, les 40 heures, les libertés syndicales.

Mais la faiblesse de de Gaulle, celle qu'il a encore une fois révélée le mois dernier, c'est d'être un militaire. Et de la plus mauvaise espèce : bourgeoise. De là son incapacité à saisir la dynamique interne du mouvement. De Gaulle non seulement sous-estime, mais connaît mal son véritable ennemi : la base ouvrière alliée aux étudiants révolutionnaires. Cet adversaire innombrable et sans visage a déjà battu de Gaulle aux coins des rues de Paris, le voici dans la Basse-Seine.

La misérable astuce policière consistant à arrêter 300 étudiants sur l'autoroute de l'Ouest est pour le pouvoir un bien maigre profit devant cette nouvelle affirmation des possibilités de combat commun aux travailleurs et aux étudiants.

Pour tous, avec Flins, la lutte continue. Le soutien aux travailleurs de Flins doit s'étendre à tout le pays.

QUI SONT LES BRISEURS D'UNITÉ ?

Samedi matin, qui parlait au nom de « L'Humanité » ? Qui parlait au nom de la C.G.T. de la région parisienne ? L'organe central du Parti Communiste Français, relatant la bataille de Flins, titrait en gros caractères : « LES GROUPES GEISMAR ORGANISENT UNE PROVOCATION CONTRE LES GREVISTES CHEZ RENAULT ». A la une, sous le titre « Assez de provocations », « L'Humanité » précise : « Les commandos Geismar, militairement organisés, sont passés désormais à la provocation contre le mouvement ouvrier. Ils portent secours aux gaullistes... », « ils se font les complices de la direction Renault et du pouvoir, les complices du patronat de la métallurgie. » (*) Dans un communiqué de l'Union syndicale C.G.T. Région parisienne, les révélations se font encore plus précises sur Geismar « qui apparaît de plus en plus comme un spécialiste de la provocation ». Enfin, toujours dans « L'Humanité », la déclaration du Bureau confédéral de la C.G.T., à propos des déclarations de de Gaulle, signale que ce dernier « a omis de désigner les véritables fauteurs de troubles et de provocations dont les agissements, y compris contre la reprise du travail, sont couverts par une singulière complaisance du pouvoir ».

Il ne serait pas la peine d'insister sur ces propos d'une grossièreté inouïe s'ils se bornaient à ce que nous ont déjà réservé de nombreux articles de L'Humanité comme de nombreuses déclarations des directions de la C.G.T. et du P.C.F. : calomnies sans l'ombre d'explication contre des militants étudiants et ouvriers, refus systématique d'une liaison étudiants-travailleurs, accusation de « gauchisme aventuriste » de toute position ou de toute initiative qui ne soit pas conforme à la ligne politique de ces directions, etc.

Mais, samedi, on a été plus loin, on est carrément passé à la dénonciation policière : le titre de « L'Humanité » est un mensonge ignoble, ignoble pour la double raison qu'il calomnie les ouvriers de Flins qui se sont battus pendant plus de 24 heures et qu'il dénonce le camarade Geismar comme on dénonce un flic. Le camarade Séguy, par la déclaration du Bureau confédéral de la C.G.T., appelle carrément la police gaulliste à la répression contre les étudiants mais aussi contre les ouvriers qui ont osé s'affronter aux milliers de C.R.S. que l'Etat a envoyés à Flins. L'Union syndicale C.G.T. fait chorus avec Pompidou et de Gaulle en calomniant « ceux qui ne veulent pas désarmer » devant le rétablissement de l'ordre.

Que les responsables de la C.G.T. appellent à l'unité, c'est bien, et nous sommes d'accord.

Que la direction du Parti Communiste Français fasse état de ses divergences avec le mouvement étudiant, c'est son droit.

Mais aucun ouvrier de Flins, aucun étudiant acquis à la cause du prolétariat et qui a lu « L'Humanité » de samedi matin, n'avalera de telles saloperies.

(*) Cf. article sur Flins, p. 3.

ELECTIONS : LE DESSOUS DES CARTES



Ce n'est pas par hasard que la bourgeoisie a systématiquement tenté de ramener le conflit de classe sur le terrain électoral. C'est qu'elle sait qu'elle est battue par 10 millions de grévistes alors qu'elle peut gagner devant 28 millions d'électeurs.

L'opération lui permet d'abord de neutraliser les millions de jeunes ouvriers, chômeurs, lycéens, étudiants qui ont été le fer de lance de la lutte ; pour une bonne part, ceux-ci ne sont pas majeurs aux yeux de la loi bourgeoise. Le pouvoir pourra mobiliser les attentistes, ceux qui craignent pour leur propriété et leur bourse. Le suffrage universel met sur le même pied l'ouvrier et le parasite, le producteur et le profiteur. La propagande fera le reste et le pouvoir s'emploie à récupérer les moyens d'information parce qu'il sait que ceux-ci ont pour lui une importance vitale.

En quelques semaines de lutte, les masses « inéduquées » ont réussi à sortir de l'entreprise de crétinisation de la société bourgeoise. Tout l'effort de propagande électorale tendra à la protéger. Aux paysans on expliquera que l'ouvrier est un partageur totalitaire ; à l'ouvrier que l'étudiant, c'est la chénilite ; à l'étudiant qu'il a été « lâché » par les ouvriers.

Une gigantesque opération de division et de diversion est commencée ; le pouvoir bourgeois y jouera tous ses atouts : la presse, la radio, la télévision et les flics.

Tous les électeurs ne pèsent pas le même poids dans la balance. Les élections législatives ne sont pas le miroir fidèle de l'opinion. Il existe une machine électorale : d'un côté rentrent les voix, de l'autre sortent les élus. Comme par enchantement, il sort plus d'élus blancs qu'il n'est rentré de voix blanches, et moins d'élus rouges qu'il n'est entré de voix rouges.

En 1967, avec un million de voix communistes, la machine électorale a fabriqué 14,5 députés ; avec un million de voix fédérées, 25,4 députés ; avec un million de voix V^e République, elle en a fabriqué 28,8. Et pourtant, les élections 1967 ont été un modèle d'égalitarisme par rapport aux élections antérieures. En 1962, avec un million de voix communistes, 10,2 députés ; avec un million de voix U.N.R., 39,1 députés. Mais la palme revient certainement aux élections de 1958 : avec un million de voix communistes, 2,5 députés ; avec un million de voix gaullistes, 54,9 députés.

Comment fonctionne la machine ? De façon extrêmement simple ; à l'aide de deux recettes :

1) LE DECOUPAGE ELECTORAL

Qu'un député soit élu avec 50,25 % des voix ou 75 %, c'est toujours un député. Il suffit donc de multiplier les circonscriptions où la droite gagne avec un peu plus de 50 % des voix et celles où la gauche épuise massivement ses voix. A ce petit jeu, les spécialistes du ministère de l'Intérieur sont des orfèvres. La machine, en place depuis des années, est bien huilée.

2) L'INEGALITE DES CIRCONSCRIPTIONS

M. Dijoud, brillant émule de M. Giscard d'Estaing, est élu dans la circonscription de Briançon : sur 25 895 électeurs, M. Dijoud obtient au second tour 9 871 voix. En revanche, le camarade Ouel, P.C., est, à Villeurbanne, l' élu d'une circonscription de 103 339 inscrits : il obtient au second tour près de quatre fois plus de voix que M. Dijoud.

L'anticommunisme fera le reste ; en 1967, le succès de certains candidats de la gauche a été dû à l'appoint ou à l'abstention d'électeurs de droite. Les divisions du parti de l'ordre seront, en 1968, bien vite oubliées.

Si le 30 juin au soir, la majorité gaulliste se trouve renforcée, ceux qui ont accepté que le combat des masses soit transféré sur le terrain plein de chausse-trappes de l'élection porteront une responsabilité écrasante. Même si la gauche devait l'emporter, ce n'est pas en vain que le système favorise la droite aux dépens de la gauche, et au sein de la gauche, la social-démocratie aux dépens du P.C. C'est que ce système débouche sur une pratique politique que les masses connaissent bien : Wilson en Angleterre, Brandt en Allemagne et Nenni en Italie.

C.R.S. : LE B.A - BA DE LA REPRESSION

Ceci est un document : ce sont quelques échantillons des instructions données aux C.R.S. sur les techniques de contrôle des manifestations de rue.

Pour contrôler une manifestation qui risque de tourner à l'émeute, on applique la loi du cinquième : cela signifie que chaque homme de la police a, à sa charge, cinq manifestants.

L'une des conditions essentielles au contrôle de la manifestation consiste à avoir de fortes réserves en hommes. Devant les manifestations quasi-quotidiennes de la période de la guerre d'Algérie, les forces de police étaient remplacées toutes les trois ou quatre heures.

Les hommes doivent être dirigés rapidement et avec précision par leur chef qui, lui, a une vue d'ensemble de la situation et sait exactement ce qui se passe sur l'ensemble des lieux. A Paris, par exemple, la Préfecture de Police dispose d'un bureau spécial, équipé de telle manière que le commandant et ses assistants sont en relation permanente avec toutes les voitures-radio envoyées sur place. Chaque voiture dispose d'un « spécialiste de l'émeute » doué d'un excellent « flair » qui lui permet de prévoir l'évolution de la situation. Il est en contact permanent avec la Préfecture où sont prises les décisions d'envoi de renfort.

Une autre technique : Toute manifestation est un cas d'espèce où divers éléments entrent en ligne de compte : le temps (selon qu'il est beau ou pluvieux, les manifestants seront plus ou moins décidés, la nature de la manifestation, la personnalité des organisateurs, influent sur son déroulement.

Depuis la loi de 1887, toute décision d'organiser une manifestation doit être soumise à l'accord du Préfet de Police : ceci permet à la police de prendre tous renseignements : sur les organisateurs de la manifestation, sur son contenu, sur les lieux où elle va se dérouler (on enquête dans les boutiques, cafés, etc.) pour rassembler le maximum de renseignements : c'est le travail des Renseignements Généraux qui communi-

quent les résultats au Préfet de Police.

L'ACTION PSYCHOLOGIQUE

Peu de temps avant le début de la manifestation, les C.R.S. sortent le maximum de cars et les amènent au lieu de départ supposé de la manifestation. Parfois les véhicules font demi-tour et reviennent en formations différentes pour donner l'impression d'une mobilisation massive. Souvent les grands cars blindés, conçus pour recevoir 30 C.R.S., n'en contiennent qu'une demi-douzaine. Cette « recette » manque rarement son but : les gens sont impressionnés, beaucoup d'entre eux rebroussement chemin.

Etape numéro 2 de l'action psychologique : Si la manifestation menace de tourner au « désordre », les cars de C.R.S. se forment en file unique en direction des manifestants, s'arrêtent à trente mètres de la foule. Le chef de patrouille bondit hors du car, donne le signal et, simultanément, toutes les portes s'ouvrent, les C.R.S. sautent, arme sous le bras. Tout est minuté, rapide, silencieux. On entend seulement claquer les ordres du chef de patrouille. Dans la plupart des cas, cela suffit à impressionner et faire reculer la foule. Sinon on passe à la formation de barrage et on marche en direction de la foule.

LES LEÇONS DE L'HISTOIRE

Après les manifestations importantes, on étudie les photos et films pris par la presse et les photographes de la police : on commente la qualité du travail réalisé ; on souligne les fautes, on essaie de comprendre comment elles ont pu se produire.

CITATION D'UN CADRE DE LA POLICE

« Toute société devrait accepter sa police et non lutter contre elle. Mais les Français ont gardé leur vieil esprit révolutionnaire. Peut-être est-il juste de dire que tout pays a la police qu'il mérite. »



CGT CFDT

**SOUTENEZ
LES
GREVISTES
DE
RENAULT
FLINS**

*"A nous tous
assurons notre
avenir"*

"Luttons!"

FLINS SE BAT

Flins, l'usine Renault au milieu des campagnes à 40 km de Paris a marqué une nouvelle étape dans la solidarité de combat des travailleurs et des étudiants. Dreyfus le soi-disant patron social et le préfet spéculaient sur cet isolement. C'est jeudi 6 à 3 h. du matin que des milliers de C.R.S. et de gardes mobiles envahirent l'usine. Leur calcul s'est avéré erroné.

L'AUBE DU VENDREDI

Au côté des travailleurs, des étudiants venus de Paris, malgré la police, se rassemblent devant l'usine. Il s'agit, en arrêtant les voitures et les cars transportant les travailleurs, d'empêcher la reprise du travail que veut imposer la direction. La grande majorité de la première équipe a refusé de reprendre, elle renforce le piquet de grève de l'entrée de l'usine, face aux C.R.S.

7 h 30. — C'est le moment décisif : la seconde équipe (6 000 travailleurs) arrive. Les C.R.S. dégagent les abords de l'usine pour isoler les arrivants des grévistes. La manœuvre échoue car grévistes et étudiants, traversant les bois se portent au devant des cars. Ceux des cars sont vite convaincus et descendent. Ils sont si nombreux que les C.R.S. ne peuvent intervenir. Sur la voie ferrée voisine une locomotive passe, son chauffeur salue les grévistes à coups de sifflet, au nez des C.R.S. Le travail ne re-

prendra pas à Flins. La provocation policière a eu pour premier résultat de rassembler la masse des travailleurs autour des plus décidés. C'est ce que montre le meeting qui va suivre. Les orateurs, dirigeants syndicaux venus de Paris sont surtout applaudis lorsqu'ils évoquent la solidarité de la grève dans les autres usines ou la venue à Flins des étudiants. Les grévistes ne se contentent pas d'applaudir ils veulent entendre les étudiants, malgré l'avis du dirigeant C.G.T. L'un d'entre eux prendra la parole, pour dire qu'il n'est pas venu donner des leçons mais exprimer concrètement la solidarité. Le meeting se termine après que l'assemblée ait décidé d'occuper les abords de l'usine. Alors qu'une délégation se dirige vers l'usine pour obtenir le départ des forces de police, les C.R.S. chargent.

L'AFFRONTEMENT

Insultés dans leur dignité par l'occupation de l'usine les travailleurs de Flins font l'expérience de la répression. Toute la journée, avec les étudiants, ils vont résister à la provocation policière.

L'affrontement ayant lieu en zone rurale c'est très vite sur plusieurs centaines de mètres que s'étalera « le front ». Malgré leur mobilité les C.R.S. n'osent pas s'éloigner de leurs cars. Entre deux charges, on se raconte et on fait connaissance tandis que l'hélicoptère bour-

donne au-dessus de nous. Les ouvriers des entreprises voisines, les jeunes des villages sont venus aider ceux de Flins : ils veulent que les revendications des travailleurs soient satisfaites, ils sont contents que les étudiants soient venus. Quand vers le milieu de l'après-midi une voiture de secouristes étudiants embourbée dans un chemin de terre sera assaillie par les C.R.S., ce sont eux qui réagiront immédiatement, forçant les mercenaires à abandonner la voiture dont ils ouvraient déjà les portes.

Le samedi matin, pendant le meeting convoqué par les syndicats tout cela était clair : volonté de poursuivre la lutte malgré les forces de répression ; volonté de resserrer dans l'action l'unité travailleurs-étudiants.

L'article, qui, le matin, dans l'Humanité, traitait de provocateurs les étudiants et ouvriers qui s'étaient battus fut accueilli plus que froidement. Chaque fois que dans un discours mention était faite des étudiants et de leur participation à l'affrontement de la veille les applaudissements crépitaient comme en réaction à cet article, que certains tenaient à bout de bras au-dessus de la foule.

A la fin du meeting, en petits groupes, on discutait de la poursuite de la lutte, face aux C.R.S., s'il le fallait lundi matin.

L'AUTOBUS

Vendredi soir, alors qu'à Flins l'affrontement continuait, plusieurs milliers d'étudiants et de travailleurs se rassemblaient à St-Lazare. But du rassemblement : Renault-Billancourt.

Pour aller de St-Lazare à Billancourt : rien... Mais nous sommes de plus en plus enragés ; alors, nous avons pris l'autobus... Deux d'entre eux furent arrêtés... Avec politesse les passagers furent priés de descendre et, devant la masse, chauffeurs et receveurs acceptèrent de nous mener à Billancourt... gratuitement.

Rien d'impossible camarades.

**RHONE-POULENC :
SAVOIR
ORGANISER
UNE GREVE**

A Rhône-Poulenc Vitry, les travailleurs ne sont pas disposés à vider les lieux pour une bouchée de pain, ni à se laisser intimider si le patron menace. Depuis le 20 mai, ils occupent l'usine et chaque jour qui passe renforce leur détermination à poursuivre la lutte tant que la direction du trust se jouera d'eux avec des propositions style accords de Grenelle.

Occuper l'entreprise n'est pas pour eux un symbole, c'est remettre effectivement en cause l'autorité des patrons, c'est prendre le contrôle de leurs instruments de production et les sauvegarder, c'est faire participer le maximum de camarades à cette responsabilité et leur faire prendre conscience des données de la lutte, c'est organiser l'autodéfense contre les commandos fascistes et les flics du pouvoir. Et pour cela, ils se sont donné les armes en mettant en place des structures tout à fait nouvelles, que la masse des employés de R.P. a adoptées d'enthousiasme.

— Des comités de base formés de travailleurs d'un même secteur, qui sont l'expression de la volonté des travailleurs ;

— Un Comité central de grève formé de représentants élus par les comités de base. Il recueille et coordonne les décisions des comités de base, soumet ses projets à la ratification de ceux-ci et les transmet au Comité exécutif.

— Un Comité exécutif formé par les représentants syndicaux élus par les travailleurs, légalement accrédités pour parler au nom de ceux-ci. Il est l'interprète des volontés et des aspirations des travailleurs auprès de la direction générale.

Grâce à un tel système, à cet embryon de pouvoir soviétique, plus de 1 800 des 3 500 travailleurs de l'usine ont pris une carte de gréviste et assument chacun leur tâche à l'intérieur : piquets de grève, tour de veille, entretien des locaux ou poursuite d'expériences en cours qu'ils se refusent à saboter en arrêtant totalement le travail. Ils prennent part également à la conduite de la grève, dont ils votent chaque jour — à main levée — la poursuite, à la discussion permanente et totalement libre sur le programme de revendications, ou au débat politique. Ils organisent la solidarité active avec les autres usines menacées et diffusent au maximum leur modèle d'organisation pour qu'une discussion s'engage avec d'autres grévistes, pour que s'élargisse cette expérience à laquelle ils participent — et tout cela alors que les structures syndicales n'accueillent que 13 % du personnel.

Cette structure prouve que nous avons pris conscience de nos responsabilités. Nous voulons construire et non détruire : ce serait mépriser les travailleurs que de limiter leurs aspirations à des revendications matérielles.

Alors que l'on nous avait toujours refusé la parole, nous avons appris à parler et cela est irréversible.

Les travailleurs de Rhône-Poulenc ne céderont pas pour une bouchée de pain.

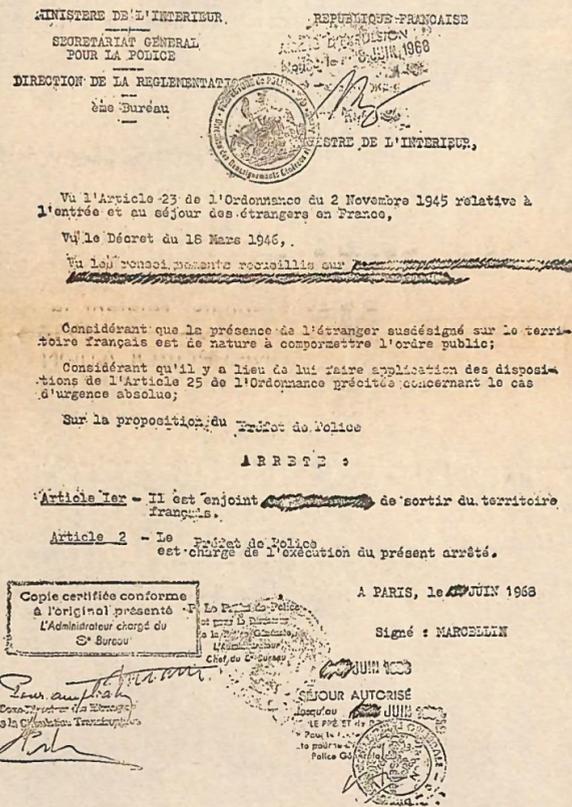
(Texte communiqué par un ouvrier de R.P.)

**DERNIERE MINUTE :
22 CAMARADES ALLEMANDS
ARRÊTÉS A PARIS**

Dimanche à 3 heures de l'après-midi, 22 étudiants allemands en séjour d'études à Paris, ont été arrêtés au domicile de l'un d'entre eux. Conduits rue des Saussaies, ils ont été déférés devant la Sécurité Territoriale. Toute la nuit dernière ils ont été interrogés. Ils risquent d'être expulsés.

Déjà, depuis plusieurs jours des étrangers, jugés subversifs, sont expulsés presque tous les jours dans l'arbitraire le plus total. Les attendus du fac-similé reproduit ci-contre sont éloquents. Compromettre l'ordre public, c'est tout simplement se déclarer non-gaulliste. Décidément, pour le pouvoir et pour les paras « la France est aux Français ».

De nouvelles informations sur l'arrestation de nos camarades allemands seront transmises aujourd'hui dans les rues et les facultés occupées. Nous appelons tous les militants à manifester leur solidarité avec nos camarades étrangers et à se tenir prêts à répondre à toute mesure du pouvoir.



**CITROEN :
LES ELECTIONS
BIDON
DE
M. BERCOT**

Pendant plus de 3 jours, l'O.R.T.F. et les postes périphériques nous ont rabattu les oreilles de communiqués de la direction de Citroën annonçant l'organisation d'élections au Palais des Sports sur la reprise du travail. Vendredi et samedi derniers, pour téléphoner à la permanence syndicale C.G.T. du Quai de Javel, il fallait d'abord subir pendant plusieurs minutes une bande magnétique branchée sur le standard : il était rappelé inlassablement que 81 % des employés de l'entreprise Citroën avaient voté pour la reprise du travail. Cependant, en fin de journée la direction admettait qu'il fallait recommencer les élections... 20 % des employés s'y étaient présentés...

Mais la direction ne disait mot sur les conditions de vote mises en place. Et pour cause !...

Certains ouvriers hostiles à cette consultation-maison ont été voir sur place. Voici ce qu'ils nous ont rapporté :

Au Palais des Sports, une entrée, gardée par le personnel de maîtrise de Citroën. Les employés sont admis un par un. Ils doivent franchir un couloir, le long duquel quelques hommes de la maison montent la garde. La salle

de vote également gardée par des hommes de la maison. Au bureau, on vous présente une enveloppe et 2 bulletins : POUR la reprise du travail, CONTRE la reprise du travail. On vous laisse mettre le bulletin de votre choix dans l'enveloppe. Ensuite vous passez à l'urne. Mais chose « bizarre » il y a DEUX urnes : la première destinée aux POUR, la seconde aux CONTRE. De cette façon, le décompte est plus rapide : les agents de la maîtrise peuvent, du même coup, repérer au plus vite les récalcitrants à la politique du flic BERCOT. Faut-il préciser qu'aucun représentant du Comité de grève n'est admis sur les lieux, qu'aucune liste d'émargement n'existe, que le vote, s'étalant sur 2 jours, les urnes sont gardées la nuit sous le seul contrôle de la direction, etc. Mais ce n'est pas tout ! : le Comité d'action travaillant sur Citroën a mené sa propre enquête :

— Des cars de la direction sont allés chercher à domicile de nombreux employés, surtout les travailleurs étrangers logeant par groupes dans des « dortoirs » bidonvilles. Les pressions les plus diverses sont exercées sur eux.

— Les représentants de Citroën ont promis 50 F de prime à tous les votants.

— Pour recevoir l'acompte annoncé par la direction il fallait d'abord voter : lieux de vote et bureaux pour le versement des acomptes étaient judicieusement disposés dans ce but.

— Une R 16 occupée par les espions de la direction passait et repassait devant le Palais des Sports. Ses occupants armés d'appareils de photos « poin-

taient » les employés qui se rendaient au vote, mais aussi les quelques syndicalistes qui étaient venus sur place faire leur enquête, etc.

La direction Citroën a été contrainte à considérer la participation au vote sur la reprise du travail comme insuffisante. Mais elle n'a pas désarmé pour autant. Multipliant les provocations et les intimidations, elle croit pouvoir faire régner son ordre comme naguère. C'est là où elle se trompe !

**F. E. N. :
LES
INSTITUTEURS
EN
COLERE**

La Fédération de l'Education Nationale qui regroupe les syndicats de l'ensemble du personnel de l'Education Nationale a connu pendant le week-end un bien curieux exercice de la démocratie syndicale.

La direction de la F.E.N. avait en effet convoqué un meeting pour, semble-t-il, envisager l'attitude du syndicat dans les jours à venir. C'est dans ces conditions qu'environ 1 500 enseignants se trouvèrent rassemblés samedi vers 17 h. à la Bourse du Travail... où leur direction syndicale ne vint pas ! Devant cette carence ils constituèrent un « comité

provisoire de grève » et vers 18 heures, deux centaines d'instituteurs se rendirent au siège de leur syndicat, 10, rue de Solferino pour l'occuper.

Comme ils l'ont raconté au cours de leur conférence de presse cette occupation fut pour les instituteurs l'occasion de bien étranges découvertes. D'une part une liasse de télégrammes protestant contre la reprise, d'autre part une instruction pour la permanence téléphonique : « Conseiller d'essayer de ne pas se laisser ligoter par l'obligation d'un retour à la base. Mais ne pas contrecarrer le courant. On verra bien. Evoquer toutefois le problème des délais ». Pendant l'occupation les instituteurs ont déclaré n'avoir eu aucun contact avec un dirigeant de la F.E.N. Par contre dimanche à treize heures, M. Daubard faisant une déclaration officielle indiquait que « la poignée d'instituteurs appartenant au communisme révolutionnaire aurait mieux fait d'occuper le ministère ».

A 14 heures des professeurs d'éducation physique, passant par le bâtiment de la C.G.T. qui est contigu, s'introduisirent dans les locaux de la F.E.N. Les instituteurs occupant les lieux se replièrent alors sur la Sorbonne où ils appellèrent à la reprise de la grève. Pendant ce temps ceux qui allaient aux nouvelles rue de Solferino s'entendaient dire qu'ils étaient là pour ne pas laisser agir « les provocateurs » [N.D.L.R. : ceux qui appellent à la reprise de la grève.] Ceux-ci convoquent une réunion lundi à 18 h 30 où la parole sera donnée à tous : responsable ou simple syndiqué.



ENQUÊTE A NANTES :

1/ LA GRÈVE DÉBOUCHE SUR LA GESTION DIRECTE

Nous commençons aujourd'hui la publication d'une enquête réalisée en Loire-Atlantique depuis le début de la « Commune de Nantes ». A suivre.

LES DÉBUTS D'UNE GESTION DIRECTE DANS LES ENTREPRISES

Les phénomènes les plus profonds sont sans doute passés inaperçus au cours des dernières semaines, et l'excitation ou l'angoisse ont braqué les regards sur les aspects spectaculaires au détriment des changements plus importants. Pourtant quelques journaux mentionnaient en passant des cas de mise en question par les travailleurs des modalités de leur travail, qu'il s'agisse de cadences, de conditions de sécurité, de productivité, des ouvriers ont commencé de leur propre initiative à envisager des modifications, et cela à Pêchiney, à Donges, à la C.S.F. de Brest, etc.

Il est essentiel maintenant de réfléchir sur les embryons d'autogestion qui ont été développés par les travailleurs dans certaines usines, parce qu'elles marquent une prise de conscience supérieure, comparée aux revendications salariales traditionnelles. Une des caractéristiques, sans doute, des journées de mai, ce fut l'hésitation et l'ambiguïté autour du combat

cause le pouvoir bourgeois, s'exprime bien dans ce slogan écrit sur les murs de Nantes : « Augmentation massive des salaires sans changement des structures économiques et politiques = Augmentation du coût de la vie et retour à la misère d'ici quelques mois. »

Ce qui nous intéresse c'est que cette position a été mise en pratique même sous des formes trop partielles. Témoin ce tract du Comité de Grève des Marins, qui fait précéder toute une série de revendications matérielles par quatre points posant la question du pouvoir :

COMITE DE GREVE DU PORT DE NANTES OFFICIERS ET MARINS REVENDEICATIONS AU PREALABLE A TOUTES DISCUSSIONS :

- 1° Abrogation des ordonnances anti-sociales et du décret du 31 juillet 1963 portant limitation du droit de grève;
- 2° Paiement intégral des jours de grève;
- 3° Non-décrochage des salaires avec le large et garanties formelles pour l'avenir.

marins se sont révoltés contre leur commandant : celui-ci ayant la mauvaise habitude de surveiller la vie privée de ses hommes, il a été dénoncé et insulté. Tout commence par cet irrespect-là. Sur un autre navire, un vote-bidon avait été organisé avec les Noirs illettrés en service, pour forcer à la reprise du travail. Aussitôt, 30 militants sont intervenus, et on a vu les dirigés remettre leur dirigeant à sa place. Dernier exemple, ce tract publié fin mai en Loire-Atlantique par les travailleurs de la Sécurité Sociale réclamant l'abrogation des ordonnances :

« Afin d'accélérer la réalisation de cet objectif, les Unions départementales C.G.T. et C.F.D.T. ont décidé avec leurs Confédérations, de mettre en place immédiatement des Comités provisoires de gestion, composés uniquement de salariés dans les diverses Caisses de Sécurité Sociale et d'Allocations Familiales du département.

» Ces Comités se substituent d'autorité aux Conseils mis en place par le Pouvoir dans le cadre des ordonnances.

» Ils œuvreront pour que des dispositions soient rapidement prises pour assurer des élections d'Administrateurs salariés, seuls compétents pour gérer les fonds appartenant aux travailleurs. »

A la centrale thermique E.D.F. de Cheviré, la question s'est même posée plus profondément. Le dimanche 2 juin, jour où j'ai discuté avec les ouvriers et techniciens de cette usine, ils venaient d'obtenir 15 000 anciens francs d'augmentation mensuelle moyenne et... continuaient la

» Aucune difficulté n'a été signalée au Comité pour l'organisation des rondes et des rotations. Tous les ateliers, tous les bureaux se sont maintenant bien organisés; cela mérite d'être souligné. Quand les travailleurs dirigent, ils savent s'organiser.

» La paie a été distribuée normalement mercredi à 16 h. Un certain nombre de camarades n'ont pas encore retiré leur enveloppe; qu'ils s'adressent pour cela au Comité Central (téléphone 322).

» Une distribution de conserves a suivi la paie et nous soulignons ici la discipline du personnel, car toutes les commandes enregistrées étaient inférieures à 30 F comme il avait été demandé. »

Les deux derniers paragraphes donnent des indications intéressantes sur le règlement des acomptes par les travailleurs eux-mêmes et sur le ravitaillement. De la même manière, les grévistes de la marine marchande ont réquisitionné tous les vivres entreposés sur les navires. Dans les grèves précédentes, cela n'était jamais arrivé, et cette fois encore, des armateurs tentèrent d'empêcher l'ouverture des cambuses; mais devant les menaces de faire sauter portes et verrous, ils durent céder.

Dans le cas de l'usine Cheviré, l'autogestion est tombée sur la tête des travailleurs comme une nécessité. Lorsque les 293 agents eurent occupés les lieux, le samedi 18 mai, ils choisirent un comité de grève composé de délégués de chaque syndicat (il y a 90 % de syndiqués à l'E.D.F.). Or il était nécessaire, tout en diminuant le



CHANSON DE VIEILLARDS

Premier vieillard

Avant cinquante ans — Avant cinquante ans
Que les jeunes gens sont bêtes
Avant cinquante ans — Avant cinquante ans
Ce sont tous des débutants.

Deuxième vieillard

Avant cinquante ans — Avant cinquante ans
Autant dire que l'on tette
Avant cinquante ans — Avant cinquante ans
Les humains sont révoltants.

Ensemble

C'est dans les vieux pots qu'on fait les meilleures [souples
Un ragoût doit mitonner longtemps
C'est dans les vieux bois qu'on fait les meilleures [coupes
Et pour les vivants c'est tout pareil évidemment.
C'est dans les vieux verres qu'on taille les meilleures [loupes
C'est pas un hasard assurément.
Et si les vieux schnocks commandent les meilleures [troupes
C'qui vaut pour le verre vaut pour les gens
C'est les vieux bateaux qu'ont les meilleures chaloupes
Un tonneau doit s'imbiber longtemps
C'est les vieilles juments qui ont les meilleures croupes
C'est toujours les vieux qui sont les plus intéressants.

Poème inédit de Boris Vian.



24 mai 1968. — Ouvriers et paysans manifestent dans les rues de Nantes : solidaires face à la répression.

prioritaire : la C.G.T. s'efforça toujours de maintenir la lutte au niveau des strictes améliorations quantitatives; la C.F.D.T. avança les formules de participation et de cogestion, sans dépasser l'idéal mystificateur du socialisme suédois. Par contre, on vit la base quitter le terrain cégétiste, ou donner un contenu radical aux formules cégétistes, en mettant en pratique la notion d'appropriation par les travailleurs des moyens de production.

REVENDEICATIONS ET PROBLEME DU POUVOIR

Quelques étudiants se proclament depuis quelque temps « les seuls révolutionnaires », parce qu'ils ont mis l'accent sur le refus de la hiérarchie universitaire, alors que les ouvriers seraient d'ignobles réformistes limitant leur lutte à des revendications. Cette prétention, venant de la part de privilégiés, ne peut prêter qu'à sourire. En revanche le point de vue inverse est plus dangereux : les travailleurs peuvent-ils améliorer leur condition de vie de façon irréversible dans le cadre du régime actuel ? L'expérience de 1936 permet de répondre : non ! Et la nécessité, pour la consolidation même des revendications, de mettre en

— Reconnaissance des libertés syndicales au sein de l'entreprise. Augmentation du pouvoir du délégué et son immunité.

— Création au sein du Port autonome d'un Comité d'entreprise.

— Gestion paritaire de l'entreprise par les délégués au C.E. en attendant une nationalisation démocratique de la Marine Marchande.

— Reconnaissance de pouvoirs réels au Comité d'entreprise et augmentation importante de leurs budgets, minimum 5 %.

— Retour à la semaine des 40 heures sans diminution de salaires.

— Parité des congés et de l'indemnité de nourriture entre officiers et marins.

— Attribution du 13^e mois à date fixe.

REMISE EN CAUSE DE LA HIERARCHIE PATRONALE

L'emprisonnement des directeurs a été le premier symptôme. A Sud-Aviation, le P.D.G. a été bouclé plusieurs jours.

Dans la Marine marchande, le délégué C.G.T. Andrieu, raconte que pour la première fois les

grève ! C'est que, comme le disait l'un d'eux : « Les cadres ne sont plus là depuis deux semaines et ça tourne. On peut se passer d'eux pour fournir le courant. » Cette intervention devait d'ailleurs entraîner toute une discussion sur le problème des cadres. On m'expliqua qu'en Loire-Atlantique, les cadres se sont solidarisés avec les travailleurs en nombre impressionnant, ce qui ne s'était jamais vu. Or le soutien aux revendications salariales n'était pas l'essentiel : c'est le thème de la gestion qui a cimenté l'union. Les cadres sont frustrés par la trop grande centralisation des organismes publics : ils restent dans leurs bureaux à signer des papiers, mais n'ont pas un pouvoir de décision.

LE FONCTIONNEMENT DE LA GESTION DIRECTE

On peut voir un premier stade dans l'organisation de l'occupation des usines. Voici, par exemple, le communiqué du Comité Central de Grève à propos des chantiers A.C.B. :

« Au troisième jour d'occupation, le Comité Central constate avec satisfaction la volonté de lutte de l'ensemble du personnel des A.C.B.

— courant (ce qui contribuait à paralyser les industries locales) de maintenir un minimum d'électricité pour assurer les services de cité pour assurer les services de sécurité : hôpitaux, etc. Le comité de grève demanda donc aux grévistes de « prendre leurs responsabilités » à ce sujet. Dans les faits, le comité élu détenait depuis 15 jours, au moment de mon enquête, toute l'autorité dans la centrale. Il veillait à ce qu'une permanence soit assurée par les travailleurs. Il organisait la poursuite de l'approvisionnement en combustible (gaz de Lacq).

Les militants avec qui je discutais étaient très conscients, du délégué C.G.T. lui-même !, du sens politique de cette expérience, et l'un d'eux expliquait : « Nous voulions montrer notre capacité et donc notre droit, en tant que producteurs, à gérer les moyens de production que nous utilisons. La preuve est faite ! »

Si mai 1968 a été vraiment pour la France un « 1905 pacifique », suivant les mots d'Andrieu, le 1917 qui arrive devra mener les conquêtes gestionnaires à leur terme : le pouvoir aux travailleurs.

(A suivre.)

